

**CONFEDERATION GENERALE
DU TRAVAIL DU BURKINA.**

Ouagadougou, le 04 Mars 2008.

**CGT-B
SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS
DE L'EDUCATION ET DE LA RECHERCHE.**

SYNTER

BUREAU NATIONAL.

01 BP 547 OUAGADOUGOU 01

Tél ./Fax : (226) 50 31 36 71

e-mail : syntercgtb@yahoo.fr

**Tél - Secrétaire Général : (226) 50 33 72 40
(226) 70 29 02 09.**

DECLARATION

Depuis quelques jours, un certain nombre de villes de notre pays ont été secouées par des manifestations violentes qui ne sont que la partie exprimée du profond mécontentement contre la misère, la faim, les maladies, bref la détresse qui écrase dans tout le pays, des millions de jeunes, de femmes et d'hommes.

Ces actions de rue marquées par des destructions de biens publics et privés, bien que ne correspondant pas aux règles légales de manifestation, expriment la révolte des populations à l'extrême limite de la survie, face à un système politique caractérisé par le mépris à l'égard des structures organisées comme les syndicats, les mouvements des droits humains, certains partis politiques et les médias.

En effet, depuis quelques années, le gouvernement de la quatrième république a été régulièrement interpellé, sans résultat conséquent, sur les graves problèmes vécus par le peuple et qui ont pour noms : la vie chère et la précarité, la perte continue du pouvoir d'achat, la faim, les épidémies récurrentes etc. Alors que ce même peuple assiste au développement sans précédent dans l'histoire de notre pays, au sommet de l'Etat, de fléaux tels la corruption, les détournements de deniers publics, la fraude, la dilapidation de la richesse nationale à travers l'organisation de manifestations fastueuses.

En refusant d'écouter les organisations représentatives des travailleurs et des populations, pour privilégier les démarches nocturnes vers des dignitaires religieux et coutumiers, l'accaparement des médias publics par les hommes et femmes de service qui sont payés pour convaincre l'opinion nationale et internationale qu'au Burkina Faso « il y a la paix sociale », « les institutions fonctionnent normalement », « la démocratie fonctionne puisque les élections sont organisées sans discontinuer depuis 1991 » « et que par conséquent ceux qui manifestent ne sont que des aigris et des vandales à réprimer » etc. le gouvernement porte une grande responsabilité dans la dégradation actuelle du climat social.

Dans sa fuite en avant, le gouvernement, ne voulant pas voir cette responsabilité et fidèle à ses options répressives devant la moindre crise, trouvera un coupable désigné pour les manifestations de Bobo en la personne de notre camarade SANOU Seydou professeur de PC au LOC et militant SYNTER. Notre camarade verra son domicile pris d'assaut dans la nuit du 20 au 21 février vers 1h30, sa porte cassée, puis lui-même enlevé devant sa famille, manu militari pour être gardé, jusqu'aux environs de 12H à la gendarmerie sans qu'à ce jour quelque grief lui soit notifié. **Le**

SYNTER élève une vigoureuse protestation contre cette pratique digne des pires opérations de la mafia, en tout cas aux antipodes d'un véritable état de droit.

Des responsables et des coupables, il faut en trouver, le gouvernement en trouvera parmi les « casseurs » dont 129 seront relaxés à Bobo et 27 condamnés à des peines allant de 3 à 36 mois.

Si le pouvoir de Blaise COMPAORE pense que les boucs émissaires tout trouvés que sont les manifestants des 20, 21, 22 et 28 février doivent payer, quel prix lui même doit-il payer pour son système d'exclusion de millions de personnes d'une vie décente dans notre pays ?

- ⇒ Un système qui reçoit régulièrement les félicitations des institutions impérialistes telles le FMI et la Banque Mondiale et ignore tout aussi régulièrement les avertissements des Organisations Internationales veillant sur les questions sociales d'éducation, de santé, d'emploi (PNUD, OMS, BIT etc.)
- ⇒ Un système qui, à la faveur de sa politique ultralibérale, a permis aux autorités d'engranger des milliards de francs CFA. A quoi a servi cette fortune pour que le pays soit plongé dans une telle détresse pour les populations ?
- ⇒ Un système qui fait du développement du privé sa règle d'or dans les secteurs sociaux de l'éducation et de la santé dont l'Etat se désengage chaque jour un peu plus, abandonnant à elles-mêmes les populations dont plus de 46 % vivent avec environs deux cents francs par jour.
- ⇒ Un système qui organise ses élections et détermine ses vainqueurs, selon les enjeux du moment, comme l'opposition politique a pu s'en rendre compte, elle qui a décidé de porter les contestations de la rue à l'Assemblée Nationale ou dans les conseils municipaux, au plus fort de la lutte du collectif des organisations démocratiques de Masse et de partis politiques.
- ⇒ Un système qui consacre l'impunité des crimes économiques et de sang en laissant les innombrables dossiers suivre leurs cours sans fin devant la justice, ou en les classant, sans suite, dans les tiroirs.
- ⇒ Un système qui sanctionne les manifestations publiques autorisées comme un crime entachant l'image du régime. Les travailleurs organisés au sein du SAMAE font les frais de cette conception anti-démocratique et anti-constitutionnelle des libertés fondamentales.
- ⇒ Un système qui creuse le fossé chaque jour davantage entre les dirigeants et le peuple au point qu'un ministre n'a pas craint d'inviter la population « à prendre son petit déjeuner à 15 000 F CFA » dans un restaurant de la place car « ce n'est pas cher » Les nantis du système ne connaissent

plus les prix des biens et services qui sont inaccessibles aux travailleurs et du peuple, portés qu'ils sont par les vagues qui les font surfer sur les vagues d'une réussite matérialisée par des voitures de luxes, des châteaux, des milles et une nuits, des comptes bancaires dans les paradis fiscaux.

Au SYNTER, nous avons une conscience aiguë des ravages de ce système. C'est ce qui justifie notre lutte opiniâtre contre la privatisation du système éducatif, la corruption et les fraudes aux examens et concours, les réformes anti-éducatives, etc. C'est ce qui explique aussi notre engagement constant à travers notre centrale la CGT-B, dans les luttes du mouvement syndical contre la vie chère, pour les libertés et pour l'augmentation des salaires; contre le blocage des avancements, la réforme globale de l'administration publique et ses notations iniques, soi-disant au mérite, etc.

Plus que jamais nous renforcerons ces engagements des travailleurs et du peuple, cela d'autant plus que le gouvernement, au lieu de mesures fortes et profondes, a opté encore pour le dilatoire, par l'adoption de mesures « d'adaptation » de trois mois aux hausses qui surchauffent le climat social.

En effet, convaincu de la capacité des travailleurs et du peuple qu'il juge illimitée, à supporter et à s'adapter aux pires situations, le gouvernement ne semble pas avoir compris la gravité de la situation. C'est pourquoi, face à la vie chère et à la chute continue du pouvoir d'achat des travailleurs de l'Education et de la Recherche, une seule alternative s'offre à nous : la lutte organisée dans nos syndicats pour les tâches suivantes :

1. *Organisations d'Assemblées Générales avant le 15 Mars dans toutes les structures (comités, secteurs) en s'appuyant sur les documents du mouvement syndical.*
 2. *prendre activement part à l'organisation et la tenue des meetings marches sur toute l'étendue du territoire national*
 3. *renforcer la mobilisation et se tenir prêt pour toute action à venir du mouvement syndical.*
- **Non à la vie chère, à la corruption et à l'impunité**
 - **En avant pour des luttes organisées, massives et déterminées.**

- **Pain et Liberté pour le Peuple !**

Pour le Bureau National

Mamadou BARRO
Secrétaire Général